

Contribution

• Sur la crise du Parti

Guy Berthen
Michel Buisson
Claude Colin
Emmanuelle Daben
Elie Depardon
Bernard Fanjat
Victor Frémeaux
Jean-Louis Gass
Yves Grand
Bernard Huissoud
Jacques Jean
Hubert Mazoyer
Bernard Nourry
Françoise Perrière
Daniel Pothin
Guy Pratique
Marc Rebuschi
Andrée Soubeyrand
de la **Fédération du Rhône**

Le Parti traverse une crise grave. Jamais les risques d'éclatement et même de disparition n'ont été aussi grands. L'acquis de douze années de luttes et notamment de celles de mai 1968 risque de se volatiliser après dix mois de direction politique de la majorité de Lille. Nous qui avons refusé l'organisation de tendances dans le Parti, nous ne pouvons plus nous taire. L'évolution de TS et de DIRECTIVES prive les militants des éléments minimum de débats sur la situation du Parti. Dès lors, la discussion reste cantonnée à un nombre limité de militants, tandis qu'un grand nombre d'autres est souvent tenté de conclure : « Ras l'bol des discussions qui risquent de tuer le Parti, il n'y a qu'à respecter la discipline ». Or, **ce qui tue le Parti, c'est justement :**

1. l'absence de discussion politique en référence à la pratique. Le fonctionnement parlementaire de la DPN (vote bloqué quelle que soit la question en discussion), aussi bien que la nouvelle conception de TS (blocage d'articles des militants engagés dans les luttes, pas d'édito en référence à ces luttes) empêche l'enclenchement d'une véritable discussion au fond et prive les

militants du minimum de références communes nécessaires. Il en résulte une cristallisation des diverses positions et un blocage de l'avance collective du Parti ;

2. le transfert des problèmes politiques sur les questions disciplinaires quand ce n'est pas la volonté de bloquer les débats au niveau des personnes, des procès d'intention ou des ragots. La crise actuelle ne peut être résolue que par sa prise en charge par les militants effectivement engagés dans les luttes. **Il s'agit de situer la nature des désaccords politiques et de discuter puis d'adopter au prochain conseil national des propositions pour résoudre la crise.**

I. — LA SOURCE DU DESACCORD POLITIQUE : les bases sociales du courant révolutionnaire.

Les luttes menées dans la dernière période (Penaroya, Berliet-Bouthéon, Girosteel, Nouvelles Galeries de Thionville, le Joint Français...) l'ont été essentiellement par les O.S., les employés prolétariens, les travailleurs immigrés. Elles confirment que ces couches constituent la base de masse du mouvement révolutionnaire.

• d'une part, par ce qu'elles sont peu ou pas influencées par le réformisme et l'idéologie petite-bourgeoise ;

• d'autre part, parce que les formes de luttes (grèves dures et prolongées, démocratie ouvrière de masse), et les objectifs avancés remettent fondamentalement en cause l'organisation capitaliste et font écho au réformisme.

Pour nous, militants révolutionnaires, le problème est d'unifier, de fondre avec ces travailleurs, les couches les plus traditionnelles de la classe ouvrière (OP, techniciens), et les autres couches exploitées (paysans, travailleurs). Nous sommes en désaccord avec la majorité élue à Lille lorsqu'elle « croient pouvoir axer leur stratégie sur la résistance des catégories sociales sur exploitées » (1) ; ou lorsqu'elle affirme que « le type de lumpen prolétariat que le capitalisme entretient pour accomplir les tâches les plus pénibles ne peut même pas être le moteur d'une transformation

socialiste ». De fait, pour elle, l'axe du « nouveau bloc historique capable de renverser la bourgeoisie » se retrouve en dehors des couches du prolétariat définies au paragraphe précédent.

Cet axe pour le BN, passe par l'alliance des couches traditionnelles de la classe ouvrière et des classes dites « moyennes », les deux étant fortement soumises à l'influence du réformisme. Cela explique la sensibilité de la majorité de Lille par rapport à ces couches dites « moyennes » et sa préoccupation constante de ne pas s'en couper.

II. — CONSEQUENCES : De là découlent toute une série de conséquences pour la ligne du B.N. et nous manquons de place pour toutes les aligner :

— par rapport aux luttes ouvrières : le refus de tout affrontement national avec le réformisme à partir des luttes alors que localement les militants PSU y sont (depuis la RATP, la Lorraine jusqu'au Joint Français, et aux Nouvelles Galeries Thionville, il y a des dizaines d'exemples en dépit des lacunes de TS) ; le refus de poser la question de l'affrontement global avec l'Etat et la bourgeoisie alors que depuis quatre mois c'est à plusieurs dizaines de reprises que les flics interviennent pour tenter de casser une grève, etc. ;

— par rapport aux réformistes : à l'automne, la lettre et les rencontres avec le PS, les interrogations sur la transformation du PS, les variations sur le thème du « débordement » de l'union de la gauche, la reprise des thèmes sur le socialisme autogestionnaire sans poser la question du pouvoir d'Etat, de sa conquête et de sa nature, alors que le congrès de Lille s'est prononcé majoritairement sur un texte concernant la dictature du prolétariat, etc.

— **Rapport au rôle de la scène politique et des institutions** : c'est la stratégie « constitutionnelle » (1) qui se substitue à la stratégie du mouvement politique de masse considérée comme « éléments de réponse... insuffisants ». C'est l'importance démesurée attribuée aux élections (les fédés invitées dans la semaine du référendum » à présélectionner leurs candidats aux législatives ») ou aux municipalités (le soutien du PSU au Joint Français vu principalement à travers l'action de la municipalité), ce sont les opérations d'éclat du type de celle de « Bruxelles » pour le référendum ;

— **par rapport aux mouvements révolutionnaires** : transformation de l'erreur de l'enlèvement de Nogrette en « agissements totalement irresponsables » et l'appel à « toutes les organisations anticapitalistes pour qu'ensemble elles

condamnent de tels agissements » sans même situer les responsabilités de la répression bourgeoise. En revanche, le travail commun avec Objectif Socialiste et les CIC est présenté comme la vraie réponse aux problèmes de l'heure, etc. ; (cf. édito de TS) ;

— **par rapport à la nature, au rôle et au mode d'élaboration du programme** présenté comme l'initiative centrale du parti dans la période, etc. Au total, sur tous les plans, c'est la pente qui fait glisser le parti nationalement vers le réformisme alors que la situation des luttes lui donnerait toutes les chances d'être le pôle révolutionnaire. C'est une situation largement exploitée par les déviations spontanistes (CdP) et organisationnelles (Ligue communiste) du mouvement révolutionnaire.



Collombert

III. — RESULTAT DANS LE PARTI

De fait, ces absences comme ces initiatives conduisent à bloquer l'évolution globale du parti et à neutraliser les possibilités de le faire apparaître nationalement comme porteur d'une alternative révolutionnaire ancrée dans les luttes et clairement différente des stratégies réformistes. Les structures essentielles d'animation et d'intervention du parti sont bloquées CNE, CNA, Commission Internationale...

Alors qu'ils sentent dans les luttes qu'ils mènent toutes les possibilités de la situation actuelle, les militants sont désemparés par la crise du parti. Certains se mettent sur la touche, d'autres partent sur la pointe des pieds, ou envisagent de partir en bloc (le courant 1, le courant 2) ne voyant même plus le moyen de se battre dans le parti.

Avec une telle direction, les risques de développement du localisme et du spontanisme sont considérables. Il n'y a plus d'intellectuel collectif national. Le transfert des questions

politiques sur le plan disciplinaire bloque toute possibilité de résoudre la crise politiquement.

IV. — NOTRE POSITION

● Nous disons clairement que **nous considérons aujourd'hui que le Parti est la seule force militante à la base capable d'être un instrument de lutte révolutionnaire conséquente, de traduire la révolte et la lutte de classes effective en termes politiques**, de porter les chances de la construction d'un parti révolutionnaire en réalisant l'unification de la classe ouvrière et des couches populaires. Ceci nous sépare de la GR et du courant 1 qui en abandonnant le terrain avant d'engager la lutte, contribuent à rendre impossible tout redressement révolutionnaire du parti.

● Nous disons clairement que **nous nous battons dans le parti pour que notre ligne politique et notre pratique l'emportent contre la ligne politique et les pratiques qui conduisent peu à peu à son éclatement**.

● Nous disons clairement que **seule la détermination des militants pour un changement de ligne et de pratique nationale est capable de redresser la situation**. A l'heure actuelle, croire que c'est sauver le parti que de voter le rapport d'activité du BN, c'est ne pas voir que c'est confirmer la ligne et les pratiques qui ont conduit à la situation actuelle du parti. Un nouveau blanc-seing donné au BN AUJOURD'HUI équivaut au refus de bloquer dès maintenant **une mécanique d'éclatement** qui demain ne pourra sans doute plus être arrêtée.

C'est pourquoi nous faisons dès maintenant des propositions pour résoudre la crise sous la forme d'une motion présentée à toutes les sections et fédérations à l'occasion du Conseil.

PROPOSITIONS POUR RESOUDRE LA CRISE (Motion)

Dans la situation actuelle de crise grave du parti, il est nécessaire de prendre un certain nombre de dispositions dès le prochain Conseil National en vue de la résoudre politiquement

1. Conditions préalables :

- Il n'est pas possible d'éluder le débat, il faut l'ouvrir et prévoir sa clôture ;
- Tous les militants du parti doivent y participer, **cela suppose le refus des sanctions disciplinaires à l'égard des militants qui s'interrogent sur leur sortie du parti ;**
- Il ne faut pas geler l'action du parti pendant ce

débat et fixer des axes de travail acceptés par l'ensemble du parti ;

- Il faut organiser le débat et fixer les thèmes

2. Axes de travail :

- Redonner vie à la CNE : lui donner les moyens de développer nationalement le soutien aux luttes ouvrières, et de concourir à leur articulation au niveau des trusts et des branches... ;
- Soutenir la CNA sur ses positions (rapport Lambert à la DPN) ;
- Lancer un travail à tous les niveaux du parti sur la question des travailleurs immigrés à partir de la synthèse des expériences actuelles ;
- Assumer nos tâches sur le Vietnam.

3 Ne pas éluder le débat sur le fond, l'organiser démocratiquement.

- **Ouvrir le débat au Conseil National** et discuter de tous les problèmes. Préparer un Congrès capable de résoudre politiquement la crise actuelle ;
- Créer une **commission des sages non membres de la DPN** désignés à la proportionnelle des votes d'orientation de Lille chargée : de la sortie régulière des quatre pages intérieures de TS, du contenu de Directives, du contrôle des débats, des questions financières et des cartes ;
- **Sauver TS** (contenu et finances sont liés) : confier la moitié des pages à la CNE avec pour tâche notamment de prendre en charge les articles sur les luttes envoyés par les militants ; réserver une page à la CNA et à la CNF chaque fois que ces deux commissions le demandent

4. Les thèmes du débat. Dégager un projet politique à partir de la pratique.

- Les luttes : bases sociales, objectifs, formes de lutte, les contradictions.
- Quelle stratégie ? Contrôle ouvrier, démocratie de masse, mouvement politique de masse, unité populaire, stratégie institutionnelle, prise du pouvoir, etc.
- Quelle pratique ? Orientation et type de travail militant, priorité, formes d'interventions, etc.
- Quel programme ? Rôle et nature du programme, thèmes centraux, mode d'élaboration.
- Quelles tâches concrètes pour le parti ? Comment résoudre les contradictions dans les luttes, rôle du parti dans le mouvement de masse, construction du parti révolutionnaire...
- Quel parti ? Comment être un intellectuel collectif à tous les niveaux, rôle et composition des directions, des commissions, ses moyens (TS, etc.), son organisation...

(1) Voir rapport sur • La Stratégie du PSU - voté en janvier par la majorité de la DPN